

Quand la France contribue au désastre nucléaire japonais

Au Japon, le 11 mars 2011, un puissant séisme de magnitude 9 a entraîné un violent tsunami qui a déclenché la catastrophe à la centrale de Fukushima Daiichi. Dès le 13 mars 2011, la fusion au moins partielle des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 était connue : il n'y avait plus à ce moment-là aucun doute sur l'étendue de la catastrophe.

Une solidarité française bien intéressée

Tout en organisant discrètement le rapatriement de ses ressortissants, la France tenait à manifester sa compassion et sa solidarité à toutes les victimes. Sans attendre, elle proposait son aide et son expertise en matière nucléaire à TEPCO, propriétaire de la centrale endommagée, à travers ses entreprises Areva, EDF, le CEA...

« Areva a affrété un premier avion-cargo vendredi 18 mars, transportant à son bord 100 tonnes d'acide borique et du matériel de protection : 10 000 combinaisons, 20 000 paires de gants, 3 000 masques, une centaine d'appareils d'aide respiratoire. Un deuxième avion a décollé lundi 21 mars, à l'initiative d'Areva, d'EDF et du Quai d'Orsay, avec à son bord des couvertures, des bouteilles d'eau, des soupes, des médicaments... » (Le Monde.fr, 29 mars 2011)

Que les deux pays les plus nucléarisés au monde s'entraident en cas de problème, quoi de plus naturel ?

Mais l'altruisme n'a pas grand-chose à voir dans l'affaire...

Au moment de la catastrophe, en effet, **le Japon est tout simplement un partenaire clé de l'industrie nucléaire française.** Il représente 7 % de l'activité d'Areva, soit 650 millions d'euros, plus 4,5 % du carnet de commandes du groupe français leader mondial du secteur. D'une manière générale, les prestations assurées par Areva au Japon s'observent à tous les échelons du « modèle intégré » défendu par l'industriel français. En amont, celui-ci fabrique du combustible nucléaire dans l'usine de Tokai. Il est également étroitement associé à l'aval du cycle nucléaire et aux opérations de retraitement des combustibles usés du Japon : associé à JNFL (Japan Nuclear Fuel Limited), il a procédé à un transfert de technologie dans le cadre de la construction de l'usine de Rokkasho-Mura, dont les ultimes tests de mise en service se déroulent actuellement.

Le MOX, une spécialité française d'une extrême dangerosité

Le MOX est un produit dans lequel l'industrie nucléaire française est en position de quasi-monopole : plus de 90% de ses ventes sur le marché mondial sont le fait d'Areva. Fait d'un mélange d'oxyde d'uranium et

d'oxyde de plutonium, le MOX a été conçu pour pouvoir économiser du minerai d'uranium. Elaboré à Marcoule (Gard), il devait assurer la fortune d'Areva.

Petit problème : il contient du plutonium, et le plutonium est la matière radioactive la plus dangereuse pour les êtres vivants qui ait jamais été produite par l'homme.

Le plutonium n'existe pas à l'état naturel, c'est un sous-produit inévitable de la production d'électricité nucléaire (une partie de l'uranium 238 se transforme en plutonium dans le réacteur). Pour qu'il devienne « utilisable », il doit préalablement subir quelques traitements : être d'abord séparé d'autres matériaux (usine de la Hague), puis mélangé sous forme d'oxyde à de l'oxyde d'uranium « appauvri ». Les déchets que cela engendre sont d'une grande dangerosité.

De surcroît, les propriétés physiques du MOX affectent les performances thermiques et mécaniques des assemblages combustibles au sein des réacteurs. En particulier, le MOX entre en fusion beaucoup plus rapidement que l'uranium enrichi, car son point de fusion est plus faible.

Enfin, la présence de plutonium dans le MOX impose des précautions supplémentaires en termes de sécurité nucléaire en raison des risques de prolifération.

Une dizaine de compagnies électriques japonaises gérant des centrales atomiques avaient des projets d'utilisation de MOX, devant débiter à partir de mars 2011 pour la plupart. La compagnie française Areva a signé des contrats avec 8 électriciens japonais : avec TEPCO en 1995, avec Chubu, Kyushi et Shikoku en 2006, avec Kansai en 2008, avec EPDC et Chugoku en 2009, avec Hokkaido en 2010.

En décembre 2009, Kuysu Electric Power Company a introduit du combustible MOX (fourni par Areva) dans la troisième tranche de la centrale nucléaire de Genkai. En 2010, les électriciens Shikoku, Kansai et TEPCO ont chargé certains de leurs réacteurs en MOX.

L'exploitant japonais TEPCO a utilisé, à partir de février 2011, du combustible MOX (fourni par Areva) dans le troisième réacteur de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, utilisation qui a duré fort peu de temps en raison des accidents nucléaires entraînés par le tsunami du 11 mars 2011 et les pannes consécutives sur les systèmes de refroidissement de la centrale.

Le MOX contribue puissamment à l'étendue de la catastrophe. Il y a actuellement (2016) à Fukushima des indices de **reprise de réactions nucléaires** favorisées par la présence de plutonium dans le corium.

Les pressions françaises

Pour l'Etat et le lobby nucléaire français, il fallait tout faire pour éviter que les Japonais renoncent définitivement à l'énergie nucléaire. N'oublions pas que l'Etat français contrôle directement ou indirectement 86,52 % du capital d'Areva, ce fleuron de l'industrie française, et 84,9 % du capital d'EDF.

C'est la raison pour laquelle le président de la République Nicolas Sarkozy s'est rendu au Japon. Le 31 mars 2011, il déclarait : « *Le problème est un problème de norme de sûreté plus que de choix de l'énergie nucléaire, pour laquelle il n'y a pas d'alternative à l'heure actuelle.* »

Depuis, l'aide apportée par les industries françaises s'est intensifiée. Le 11 juillet 2011, Areva publie un communiqué de presse triomphant :

« Après la catastrophe nucléaire de Fukushima, Areva et Veolia interviennent sur le traitement des eaux contaminées avec succès » : « Le système de décontamination codéveloppé par Areva et Veolia Eau pour la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi vient de franchir le cap des 18 000 tonnes d'eaux hautement radioactives traitées à ce jour, soit 15 % du volume accumulé.

« Installé sur le site de Fukushima, gravement endommagé à la suite du séisme et du tsunami qui ont frappé le nord-est du Japon au mois de mars, le système a été conçu, construit et lancé en un temps record (2 mois). Il constitue un élément essentiel pour stabiliser la situation des centrales nucléaires. Il améliorera l'accès des travailleurs aux parties stratégiques du site et permettra à TEPCO de réutiliser les eaux traitées pour refroidir les réacteurs.

« Au total, plus de 200 experts Areva et 60 experts Veolia venant de France, d'Allemagne, des États-Unis, du Japon et de Suède ont été mobilisés sur ce projet. »

Pourtant, le 25 mars 2015 on apprend, selon un audit officiel du gouvernement japonais, que plus du tiers des fonds publics alloués à la décontamination de la centrale de Fukushima après la catastrophe de 2011 aurait été dépensé en vain.

« Parmi les ratages les plus coûteux figure une machine d'un coût de 32 milliards de yens (270 millions de dollars) construite par le géant nucléaire français Areva pour retirer le césium radioactif de l'eau fuyant des trois réacteurs endommagés. Cette machine à problèmes n'a duré que trois mois et n'a traité que 77 000 tonnes d'eau au total, une fraction infime du volume d'eau fuyant de la centrale chaque jour (estimé à 300 000 tonnes). Elle a été remplacée depuis par des machines japonaises et américaines. Inutile de rappeler que malgré une dépense totale de 1,6 milliard de dollars à ce jour, l'eau et le site de Fukushima ne sont toujours pas décontaminés » (Observatoire des multinationales, 25 mars 2015, source Associated Press)

Sarkozy-Hollande, même combat pronucléaire

Le changement de président et les nouvelles plus qu'alarmantes en provenance de la centrale de Fukushima ont été, à première vue, sans effet sur la politique de la France.

Le groupe nucléaire français Areva a conclu vendredi 7 juin 2013 deux accords au Japon à l'occasion de la visite du président de la République François Hollande, « *qui vont lui permettre de renforcer ses liens avec l'Archipel dans le recyclage de combustibles et le démantèlement des centrales.* »

Pire : pendant que le président Hollande séjournait au Japon, deux bateaux partis du port de Cherbourg le 17 avril 2013 étaient en route pour y livrer du MOX. Alors que l'étendue du désastre nucléaire dépassait tout ce que l'on avait pu imaginer, Areva avait insisté pour qu'à la centrale nucléaire de Takahama on prenne livraison de ce combustible.

« La compagnie régionale d'électricité japonaise Kansai Electric Power (KEPCO) a précisé dans un communiqué, le 21 mars, que "*l'envoi de combustible se faisait à la demande de la France, qui cherche à mettre fin à son stockage prolongé*", mais que son "*utilisation restait encore incertaine*". » (Le Monde.fr, 15 avril 2013)

Ce cinquième transport de MOX vers le Japon arrive à destination le 27 juin 2013. Areva publie un communiqué de presse satisfait.

Début octobre 2015, le premier ministre Manuel Valls promeut le nucléaire français au Japon.

« C'est à 10 000 kilomètres de Paris, en l'occurrence à Tokyo, que s'est discuté ces deux derniers jours l'avenir du nucléaire français. Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF, et Philippe Varin, le président d'Areva, étaient en effet, avec le ministre de l'Économie Emmanuel Macron, du voyage du Premier ministre Manuel Valls au Japon. Objectif : conforter la relation d'affaires de la filière nucléaire française au pays du Soleil-Levant, avec lequel l'activité pourrait reprendre avec le redémarrage enclenché cet été de certaines centrales. Les patrons d'Areva et EDF seront en visite à Fukushima ce mardi. Deuxième objectif : faire une place au partenaire japonais dans la restructuration de la filière française. En particulier, Manuel Valls s'est dit ouvert à l'entrée de Mitsubishi Heavy Industries (MHI) au capital d'Areva NP, la société de conception et de fabrication de réacteurs dont EDF va prendre le contrôle, au terme du plan de sauvetage d'Areva en cours de discussion. MHI est le partenaire d'Areva pour la fabrication du réacteur de 1 000 MW Atmea. » (Le Figaro, 6 octobre 2015)

Du MOX pour la paix ou pour la guerre ?

Areva s'est targué de contribuer à la sécurité du monde avec le programme « MOX pour la paix ». Ce programme consiste à utiliser, pour la production de MOX, le plutonium militaire à la place du plutonium civil dans le mélange d'oxyde d'uranium et d'oxyde de plutonium destiné au MOX. Est-ce la guerre contre tous qui s'est installée ?

L'aide française à la « gestion » de la catastrophe : camouflage et déni

Autrefois le nucléaire était considéré comme « sûr » par les autorités. Depuis l'accident de Fukushima, les choses ont changé, maintenant elles laissent entendre que la catastrophe est possible, y compris en France.

Pourquoi un tel revirement ? Toujours pour atteindre **le même objectif : perpétuer la production électronucléaire**, malgré l'évidence de sa dangerosité absolue, en banalisant l'accident nucléaire et ses conséquences et en niant les effets délétères des faibles doses de radioactivité sur la santé.

Les accidents de Tchernobyl, en 1986, puis de Fukushima, en 2011, ont été et sont encore en ce sens de véritables laboratoires.

Le gouvernement japonais, comme le gouvernement soviétique à l'époque de l'accident de Tchernobyl, fait en effet tout pour obliger les gens à vivre dans des zones contaminées.

Alors que l'on sait que, en Belarus (Biélorussie), 80 % des enfants naissent avec des problèmes de santé¹ et qu'il faut s'attendre, au vu des conséquences sanitaires de l'accident de Tchernobyl, à assister au Japon, à

¹ . « Des années après Tchernobyl, les enfants avec une grande concentration de Cs-137 dans l'organisme sont malades dans 80% des cas, et ont souvent des problèmes cardiaques. Avant Tchernobyl, et dans les régions du Bélarus où les retombées radioactives sont minimales, seulement 20% des enfants peuvent être considérés en mauvaise santé, comme c'était le cas au Bélarus avant la catastrophe » (Michel Fernex, « Avertissements et recommandations de Michel Fernex sur les conséquences sanitaires de Fukushima, <http://independentwho.org/fr/2011/12/10/recommandations-michel-fernex/>

partir de cette année 2016, à une explosion de problèmes de santé et en particulier de cancers de la thyroïde², le gouvernement japonais continue à inciter les réfugiés du nucléaire japonais à revenir vivre dans les zones contaminées.

Pour cela, il lui faut habituer les gens à la catastrophe et les populations touchées à gérer leur vie quotidienne dans un environnement radioactif. Et face à la réalité des maladies, une seule solution : le déni.

D'après le psychiatre Niwa, les habitants déplacés des zones contaminées seraient dépressifs et se suicideraient « à cause de la douleur de l'éloignement de leur pays natal ». Ce diagnostic rappelle singulièrement celui du syndrome de « radiophobie » employé après Tchernobyl pour éviter de prendre officiellement la véritable mesure de toutes les maladies radioinduites et pour neutraliser les opposants.

L'attitude du gouvernement japonais est criminelle, mais celle du gouvernement et du lobby nucléaire français ne l'est pas moins. En effet, **des Français ont joué un rôle important dans le camouflage des conséquences sanitaires des catastrophes nucléaires**, puis dans la production de l'ignorance.

Le lobby pronucléaire français a ainsi lancé des « études », comme celle du cabinet Mutadis Consulting (réalisée pour le compte de l'Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire, l'organisme clé du nucléaire français aujourd'hui absorbé dans l'IRSN) qui, dans la lignée des études Ethos et Core financées par la France et d'autres pays européens, vise à faire croire qu'on peut vivre en zone contaminée et que les

². Déclaration du docteur Toshihide TSUDA, lors du colloque organisé par T. Ribaud le 9 novembre 2015 : « faibles doses et production de l'ignorance ».

faibles doses de radioactivité ne sont pas dangereuses.

Les experts d'Euratom (traité européen visant à promouvoir le nucléaire à l'échelle européenne et qui établit des normes de radioprotection) ont, quant à eux, défini des limites de doses de radioactivité dans les aliments commercialisés en cas d'accident nucléaire en Europe, avec pour objectif France (« Le contexte en matière de sûreté et de radioprotection est particulièrement préoccupant »³), des gens comme Jacques Lochard, directeur du Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire (CEPN) et expert en radioprotection, sont missionnés pour coordonner le projet SAGE, avec le soutien de l'Union européenne, dans le cadre d'une réflexion sur le développement d'une culture radiologique pratique en cas de contamination radioactive durable de territoires.

Comme Lochard le dit lui-même, « il sait de quoi il parle » : il avait déjà participé, à partir de 1990, à des missions d'étude puis à des projets de « réhabilitation » (programmes Ethos et Core), et, à partir de 2002, à la nouvelle démarche engagée par le CEPN visant à transférer vers la France et l'Europe de l'Ouest l'expérience accumulée dans les territoires contaminés.

« Les acteurs impliqués dans la gestion du désastre japonais sont en partie les mêmes que ceux qui ont « géré » la crise nucléaire de Tchernobyl, confirme Cécile Asanuma-Brice. C'est le cas notamment de Jacques Lochard, directeur du CEPN, ainsi que du docteur

³. « Il qualifie en particulier d'"enjeux sans précédents" l'épineux dossier de la prolongation de durée de fonctionnement des réacteurs au-delà de 40 ans. Une prolongation dont le gendarme du nucléaire français a rappelé qu'elle n'était "pas acquise" - "on est loin d'avoir décidé des conditions" - mais dont l'échéance se rapproche, avec une première visite décennale fixée à Tricastin 1 en 2019. Une première "décision" - sorte de document de prescription fixant les grandes orientations - est annoncée pour les prochaines semaines. Sur ce sujet, Pierre-Franck Chevet a d'ailleurs manifesté le souhait d'"organiser la participation du public", » pas prévue par la loi mais nécessaire au vu des enjeux" » (extrait d'un tract de Pierre Péguin daté du 17-02-2016 : *On nous prépare à la catastrophe !*).

d'obtenir des normes plus lâches! L'enjeu étant, bien sûr, de minorer les coûts pour les Etats en évitant d'avoir à procéder à des évacuations, au détriment de la protection des populations.

Alors même que le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Pierre-Franck Chevet, déclare s'inquiéter de l'état du nucléaire en *Yamashita Shunichi, membre de la commission d'enquête sanitaire, l'un des premiers à avoir prôné le relèvement de la norme de sécurité à 100 mSv/an, ou encore du professeur Niwa de l'université médicale de Fukushima*⁴. »

Or, quand on étudie les programmes Ethos Tchernobyl et Ethos Fukushima - « l'un comme l'autre dirigés par Jacques Lochard et dans lesquels les docteurs Yamashita et Niwa jouent un rôle fondamental »⁵ - on est effaré, car il ne s'agit que d'une morbide comptabilité consistant ni plus ni moins à masquer la réalité de la contamination.

En mélangeant statistiquement la forte contamination de certains aliments aux plus faibles contaminations d'autres aliments, on obtient un résultat global inférieur à la norme. Mais la radioactivité, elle, ne se noie pas dans une moyenne !

De plus la norme, décidée arbitrairement dans la perspective d'une gestion des catastrophes, est bien trop élevée. On reste ainsi dans le **déni de la dangerosité des faibles doses**, pourtant démontrée par de multiples études.

*
**

Dans ce monde où les territoires rendus inhabitables par la contamination nucléaire ne cessent de se multiplier, où le taux de radioactivité global ne cesse d'augmenter⁶, il s'agit désormais

⁴. <https://lejournal.cnrs.fr/articles/a-fukushima-la-population-est-dans-une-situation-inextricable> 11_03_2015 interview de Mme Asanuma-Brice par Louise Lis.

⁵. *Idem*.

de se battre pour pouvoir simplement continuer à vivre.

Or, pour limiter la catastrophe nucléaire en cours et éviter que d'autres accidents ne viennent l'aggraver, **il n'y a qu'une solution :**

l'arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire, au Japon comme en France et dans le monde entier.

Collectif contre l'ordre
atomique
contre-lordre-
atomique@riseup.net

⁶ Voir les études très officielles de l'IRSN qui montrent entre autres ces augmentations et qu'il est dangereux de consommer du gibier et des champignons dans certaines zones en France, mais cela n'est pas relayé par le Ministère de la santé. (*Rappels sur les retombées en France des essais d'armes nucléaires et de l'accident de Tchernobyl*).

